



Conférence sociale 2014

Répondre aux attentes des salariés, changer de cap et relancer la croissance : l'ambition de la CGT

La CGT, qui avait participé aux 14 réunions préparatoires de la Conférence sociale, a décidé de ne pas participer aux tables-rondes et à la conclusion du Premier ministre. Cette conférence et son cadre de discussion sont très loin des vraies préoccupations du monde du travail.

La période est grave, le gouvernement et le Medef ont choisi d'instrumentaliser le dialogue social et mépriser les propositions syndicales. Aucun geste, aucune réponse n'a été apportée aux aspirations des salariés.

Au contraire, le discours prononcé par le Président de la République ne marque pas d'inflexion des choix politiques opérés depuis son élection, notamment dans le cadre du « Pacte de responsabilité ». L'ancrage dans les politiques d'austérité s'affirme.

La situation des salariés se dégrade de mois en mois : hausse des inégalités, augmentation de la pauvreté qui touche d'abord les chômeurs et les salariés, installation du chômage de masse, désillusion, démobilité et usure des salariés au travail, déstructuration de la vie sociale.

En l'absence d'engagements précis du patronat sur la création d'emplois, l'ensemble du secteur productif continu de perdre de l'emploi et les attaques contre les services public se multiplient.

La CGT exige un changement de cap en matière économique et sociale.

C'est en respectant les salariés et en revalorisant le travail par une autre répartition des richesses créées par le travail qu'une issue à la crise est possible.

La CGT formule 94 exigences qui donnent un sens, et des propositions très concrètes qui correspondent à des attentes fortes de la part des salariés. Notre contribution vise à obtenir une sortie progressiste de la crise. C'est là-dessus que nous attendons des résultats.

Parmi ces propositions, cinq priorités sont essentielles pour la CGT :

- Rémunérations, pouvoir d'achat,
- Revalorisation des grilles de qualifications,
- Démocratie sociale,
- Relance de l'emploi par l'investissement industriel,
- Contrôle des aides publiques.

Elles sont une première étape pour un changement de cap qui réponde aux aspirations du monde du travail et pour réorienter la politique économique

Nous les avons rendues publiques la semaine dernière.

Le gouvernement a choisi d'une part le déni du dialogue social et d'autre part de s'empresser de répondre aux exigences des organisations patronales au regard du chantage exercé, à trois jours de l'ouverture de la Conférence sociale.

Il n'est pas question pour la CGT de cantonner le syndicalisme tout entier dans un rôle de figuration au contraire nous avons la volonté de le rassembler pour proposer et être utile aux salariés.

Le gouvernement ne peut pas décider du calendrier, du contenu et des objectifs des thématiques à débattre entre partenaires sociaux et demander aux organisations syndicales d'assurer la mise en œuvre par une négociation sous contrainte du patronat.

La CGT fait le choix de l'intervention et du rassemblement des salariés.

Au-delà de ne pas participer aux tables-rondes et aux conclusions du Premier ministre le 8 juillet 2014, la CGT a décidé de profiter de l'été et la rentrée pour rencontrer les salariés, construire avec eux leurs revendications et mettre en débat ses propositions pour sortir de la crise.

Les salariés, les retraités et les privés d'emploi attendent des réponses concrètes à leurs problèmes maintenant.

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 8 juillet 2014 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr